



ÉTUDE Les contributions nécessaires de la recherche agricole pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest

Rapport rédigé en partenariat avec la FAO dans le cadre du projet de *“Renforcement des capacités et sensibilisation aux méthodes et approches de l'agriculture intégrée ainsi qu'aux politiques publiques pour l'agroécologie au Mali”*

Rapport rédigé en partenariat avec la FAO dans le cadre du projet de “Renforcement des capacités et sensibilisation aux méthodes et approches de l’agriculture intégrée ainsi qu’aux politiques publiques pour l’agroécologie au Mali”



Biodiversité : échanges et diffusion d’expériences

Rédaction : Eloi Audoin-Rouzeau, chargé de mission FAO, Anne Berson et Robert-Ali Brac de la Perrière (BEDE).

Etude réalisée avec le soutien de la FAO dans le cadre du projet « Strengthening Integrated Farming Approaches for Food Security, Nutrition and Biodiversity in Burkina Faso and Mali »

Sommaire

I. L'agroécologie : une approche nécessaire et de plus en plus réclamée en Afrique de l'Ouest	2
II. Quelles sont les réalités actuelles de la recherche agricole en Afrique de l'Ouest ?	8
III. Quelle recherche pour promouvoir l'agroécologie en Afrique de l'Ouest ?	16
IV. Conclusion	24

Résumé :

Ce rapport, rédigé grâce à une collaboration entre l'association BEDE et la FAO, tend à dresser une analyse en partant des besoins, des expériences ainsi que des initiatives déjà entreprises, dans la perspective d'une mise en œuvre des recommandations du Symposium International sur l'Agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition de la FAO (2014) et de la Réunion régionale de la FAO pour l'Afrique sur l'agroécologie (2015). L'angle d'approche de ce rapport porte sur la recherche agricole en Afrique de l'Ouest, plus particulièrement dans le domaine de l'agriculture familiale et de l'agroécologie.

I - L'agroécologie : une approche nécessaire et de plus en plus réclamée en Afrique de l'Ouest

Depuis plusieurs décennies, l'Afrique de l'Ouest est le théâtre d'une forte instabilité alimentaire. En dépit des politiques publiques et des politiques d'aide au développement volontaristes, la situation alimentaire demeure précaire dans la majorité des pays de la région. Paradoxalement il arrive qu'à de nombreux niveaux décisionnels (internationaux, régionaux, nationaux), l'aide alimentaire extérieure ou intérieure n'aille pas dans le sens de la sécurité alimentaire. Depuis les années 2000, les engagements d'aide extérieure à l'agriculture ont oscillé entre 10 et 13 milliards de dollars EU, en valeur réelle, après avoir baissé de façon significative durant les années 1980 et au début des années 1990¹. Il faut noter que les indicateurs de la sous-alimentation soulignent que celle-ci a reculé en Afrique subsaharienne bien qu'à un rythme plus limité que dans le reste du monde. En Afrique subsaharienne, cette faible réduction de la sous-alimentation a été neutralisée par la croissance démographique, entraînant une forte augmentation des personnes sous-alimentées. Aujourd'hui, près de 805 millions de personnes dans le monde souffrent encore de la faim, et en Afrique subsaharienne, pour la période 2014-2016, près d'une personne sur quatre – soit 220 millions de personnes et 23,2% de la population régionale – souffrent de sous-alimentation, tandis que près de 500 millions de personnes sont menacées par l'insécurité alimentaire².

Les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire se trouvent dans les zones rurales. En Afrique sub-saharienne, près de 70% de la population dépend de l'agriculture familiale, 80% des personnes souffrant de la faim vivent dans des zones rurales et 50% d'entre elles sont des petits producteurs agricoles³. Ces zones rurales peuplées sont aussi les plus menacées par les changements climatiques⁴ qu'accompagnent une forte instabilité sociale, politique et économique. Ceci ne facilite en rien l'augmentation de la production agricole. La région a connu, par exemple, des épisodes de sécheresse récurrents d'année en année, ou des phases de conflits armés. Les crises alimentaires signalées en Afrique depuis le milieu des années 2000 sont dues

¹ FAO: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0800f/a0800f.pdf>

² FAO: <http://www.fao.org/3/390d48ec-d6bb-4b1a-a60e-059070715fb0/i4646f.pdf>

³ FIAN International, "Supporting the Struggle for the Human Right to Adequate Food and Nutrition", *Right to Food Journal*, December 10, 2015, Vol.10. (lien : http://www.fian.org/fileadmin/user_upload/Right_to_Food_Journal_2015.pdf)

⁴ FAO 2016, Climate change and food security: risks and responses: <http://www.fao.org/3/a-i5188e.pdf>, p.36

pour la plupart aux troubles climatiques et aux troubles civils qui se soldent dans les deux cas par une forte présence de personnes déplacées ou de réfugiés.

Une autre conséquence de cette instabilité alimentaire est l'appauvrissement de la diversité et de la qualité des aliments, et donc d'un véritable système alimentaire, au profit d'une agriculture uniformisée, comme dans les différentes régions de la planète. La consommation des trois céréales majeures – maïs, blé et riz – a considérablement augmenté, au détriment d'espèces locales plus diversifiées, plus adaptées et souvent plus nutritives (comme les petites céréales ou les légumes secs). La malnutrition ou le retard de croissance infantile demeurent à ce jour l'un des enjeux les plus critiques, particulièrement en Afrique de l'Ouest. D'après le PAM (Programme alimentaire mondial), la malnutrition provoque chaque année la mort de 3,1 millions d'enfants de moins de 5 ans (soit près de la moitié des causes de décès), tandis qu'un enfant sur six – soit 100 millions d'enfants – souffrent d'insuffisance pondérale dans les pays en développement⁵. Dès lors, il semble que les systèmes de production alimentaire tels qu'ils existent aujourd'hui ne produisent pas les résultats quantitatifs et qualitatifs escomptés. Les pays doivent aussi faire face à la transition alimentaire, notamment chez les populations urbaines qui passent d'une alimentation monotone mais riche en amidon et en fibres et faible en gras et avec une vie physiquement active à une alimentation plus diversifiée riche en sucre, en graisses animales saturées, et en aliments usinés mais pauvre en fruits, en fibres et en légumes et avec une faible activité physique.

Les systèmes d'intensification agricole, promus et encouragés depuis les années 1970 par la recherche, par les politiques publiques ou encore par la coopération internationale, montrent aujourd'hui leurs limites. L'aide alimentaire, en dépit de son importance en cas de catastrophe naturelle, provoque un effet négatif sur les marchés locaux de petite taille, faiblement compétitifs. Ces marchés sont souvent fragilisés par des flux d'aide alimentaire gratuite ou à bas prix. De même, pour un grand nombre de communautés locales, l'accès à la terre, à l'eau, aux ressources naturelles et aux semences paysannes sont des nécessités vitales, l'accaparement des terres et de l'eau par des organismes privés constituant dès lors une menace de première importance. Pourtant, ce sont ces systèmes agricoles paysans traditionnels qui restent largement majoritaires dans la région : ils continuent d'assurer l'essentiel de la nourriture des populations sur la base d'une grande diversité d'espèces et de variétés locales sélectionnées par les communautés pour

⁵ FAO, 2015 : L'Etat d'insécurité alimentaire dans le monde

co-évoluer avec leurs besoins alimentaires et nutritifs. Or les politiques agricoles et alimentaires conventionnelles menacent ces producteurs et les petits marchés locaux dont dépendent la majorité des personnes de la région, dans la mesure où les systèmes qu'elles soutiennent se centrent sur des formes d'agriculture productivistes ou de rente visant d'abord le marché. Dans un tel contexte, les agriculteurs sont souvent incités par les acteurs extérieurs à utiliser, afin d'augmenter la productivité des cultures vivrières, des variétés dites à haut rendement, homogènes souvent hybrides dépendantes d'engrais et de pesticides chimiques, souvent vendus par ces même acteurs, entraînant les petits producteurs dans une spirale d'endettement. Lorsque les récoltes sont dédiées à l'exportation commerciale, elles ne disposent pas de valeur fixe sur un marché international instable et en concurrence permanente. L'impact environnemental des grandes monocultures a été largement étudié en Afrique de l'Ouest comme dans le reste du monde, parce qu'elles épuisent les ressources en eau et la richesse des sols. Les productions de coton, d'arachide, ou encore d'huile de palme en constituent des exemples phares, souvent médiatisés pour leurs impacts socio-économiques, culturels et environnementaux négatifs au niveau local comme régional. Ainsi, l'importance des changements économiques – on songe ici à la globalisation et à la financiarisation de l'agriculture – et des changements climatiques, associés à l'impact environnemental d'une telle agriculture, nuit grandement à l'agriculture dite familiale, fondée sur des petites parcelles et reposant sur la transmission de savoir-faire et de connaissances locales (comme la sélection de variétés paysannes adaptées), et à ce titre de plus en plus menacée.

Dans ce cadre, l'approche agroécologique combinant une perspective scientifique avec une vision holistique et des pratiques proches des agricultures paysannes traditionnelles, ouvre un champ de recherche prometteur pour accompagner une agriculture nourricière, paysanne, performante, ancrée sur la souveraineté alimentaire. L'agroécologie paysanne (fondée sur les principes de l'optimisation des interactions biologiques, privilégiant l'apport écologique à l'apport externe et valorisant les savoir-faire paysans) offre d'importants outils pour répondre aux besoins alimentaires ainsi qu'à l'adaptation aux changements climatiques⁶. En bref, les mesures qui recherchent l'adaptation et la résilience du monde agricole aux changements climatiques ne

⁶ FAO 2014, l'Agroécologie pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition : <http://www.fao.org/3/a-i4729f.pdf>

peuvent être traitées séparément de la problématique cruciale de la diversification et de la recherche agricole.

L'essor de l'agroécologie au niveau International

De nombreuses voix se sont donc élevées pour faire reconnaître l'agroécologie à un niveau international. Les scientifiques de l'IAASTD⁷ se sont constitués en réseau international et ont publié en 2008 une étude intégrant le travail de 400 experts, dont de nombreux experts de terrain. Dans une étude de 2008, le collectif d'experts préconise d' « *accroître la viabilité du point de vue de l'environnement tout en maintenant la productivité de manière à préserver la base des ressources naturelles et assurer la viabilité écologique des systèmes agricoles. Au nombre des options possibles, on peut citer une utilisation plus rationnelle des nutriments, de l'énergie, de l'eau et des sols ; une meilleure compréhension des dynamiques sol-plantes-eau; une diversification accrue de l'agriculture; le renforcement des systèmes agroécologiques et de la préservation et de l'exploitation de la biodiversité*⁸. »

Olivier De Schutter, rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation au Conseil des droits de l'homme, établit en 2013 dans son rapport de la 16^e session de l'Assemblée générale des Nations unies que l'agroécologie constitue la seule approche impactant positivement la plupart des problématiques citées plus haut. D'après le même rapport⁹, l'agroécologie augmente la productivité au niveau local, réduit la pauvreté rurale, contribue à l'amélioration de la nutrition et facilite l'adaptation au changement climatique. De Schutter démontre que les approches agroécologiques peuvent non seulement permettre de produire assez de nourriture pour tous, mais que les petits paysans peuvent même doubler leur production en une décennie en pratiquant l'agroécologie sur leurs exploitations (y compris dans les régions les plus menacées par les dérèglements climatiques).

En 2015 a été créé IPES FOOD¹⁰ (Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables), un groupe indépendant dont l'objectif est d'éclairer le débat politique sur la réforme des systèmes alimentaires au travers de la recherche empirique et d'un engagement

⁷ International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development.

⁸ IAASTD, 2008 : Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement : http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/44_iaastd_agriculture_at_a_crossroads_executive_summary_of_the_synt_hesis_report_french.pdf, p.6.

⁹ Olivier De Schutter : http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf

¹⁰ www.ipes-food.org.

direct dans les processus politiques à travers le monde. Ce groupe, coprésidé par Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, et Olivia Yambi, nutritionniste et ancienne représentante de l'UNICEF auprès du Kenya, réunit des agronomes, des spécialistes de l'environnement, des nutritionnistes, des sociologues et des économistes du développement, ainsi que des représentants d'ONG et de mouvements sociaux. IPES Food affirme la nécessité de systèmes agroécologiques diversifiés et engage pour la période 2017-2018, un processus de réflexion et d'engagement en Afrique de l'Ouest intitulé "Mettre les alternatives agroécologiques en lumière".

De même, de nombreux réseaux et mouvements internationaux se sont fait connaître, et ont joint leurs efforts au cours de ces dernières années pour faire entendre leurs voix en faveur de l'agroécologie. C'est le cas de plusieurs mouvements de la société civile, dont La Via Campesina (LVC), la plus grande plateforme paysanne mondiale. De même, le CIP¹¹ est une plateforme qui regroupe près de 800 organisations et 300 millions de producteurs d'aliments et de groupes de consommateurs auto-organisés (y compris des éleveurs, des pêcheurs, des populations nomades ou indigènes). Plusieurs centaines d'ONG en Afrique, en Amérique latine et en Asie – dont certaines promeuvent des projets agroécologiques depuis plusieurs décennies – sont de plus en plus visibles et de plus en plus entendues¹².

L'intérêt pour l'agroécologie paysanne, ainsi soutenue par des organisations paysannes, la société civile et des gouvernements, a amené la FAO à ouvrir un dialogue à son sujet. Parmi toutes les organisations internationales ayant publié des résultats sur la question (l'UNEP ou la Banque mondiale notamment), le travail de la FAO, avec ses répercussions à l'échelle des États, fut le plus remarqué. En septembre 2014, un « Symposium international sur l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition » a réuni plusieurs centaines de chercheurs, d'experts et de décideurs politiques internationaux, ainsi que plusieurs représentants du secteur privé et de la société civile, pour la reconnaissance globale de l'agroécologie. Cette rencontre s'acheva par une conclusion majeure : l'approche agroécologique remettait en question le modèle agroalimentaire contemporain et favorisait une transformation radicale des politiques et de la recherche agricole,

¹¹ IPC: International Planning Committee

¹² Une liste de ces acteurs est disponible dans ce rapport d'OXFAM

(http://futureoffood.org/pdfs/OXFAM_2014_Scaling_Up_Agroecological_Approaches.pdf) et dans ces rapports de *Friends of the Earth* : https://www.foeeurope.org/sites/default/files/news/foee_agroecology_local_economies_280314.pdf et http://webivadownton.s3.amazonaws.com/877/05/5/8492/2/FOE_Farming_for_the_Future_Final.pdf

de par sa promotion d'un système alimentaire socialement juste et plaçant l'agriculture familiale au centre de son action. Lors de ce Symposium, il fut aussi noté que l'approche agroécologique ne pouvait s'en tenir uniquement à un volet scientifique ou environnemental, mais devait également inclure un volet politique et social afin de protéger les droits des paysans et la sécurité alimentaire des personnes vivant dans les zones rurales. Au terme de ce Symposium, il a été décidé qu'un compte-rendu scientifique ainsi que du matériel informatif seraient rendus publics, afin de faciliter les échanges d'informations dans le cadre stratégique défini par la FAO pour l'agroécologie.

L'agroécologie en Afrique

L'intérêt pour l'agroécologie est de plus en plus fort aussi en Afrique et notamment en Afrique de l'Ouest, en raison du contexte particulier cité plus haut. La Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP), membre de La Via Campesina (le mouvement paysan global), a joué un rôle important à cet égard. La CNOP soutient le principe de la souveraineté alimentaire qui est inscrit aussi dans la Loi d'orientation agricole du Mali.

En 2007, près de 500 représentants issus de plus de 80 pays, d'organisations paysannes, de peuples sans terres et de mouvements sociaux et écologistes, se sont réunis sur le site de Nyéléni à Sélingué au Mali, lors d'un Forum pour la souveraineté alimentaire. Ils ont publié une déclaration mémorable pour demander la reconnaissance de l'agroécologie. Cette déclaration, dite "de Nyéléni" stipule notamment que « *la souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que de leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles*¹³. »

Depuis 2011 la CNOP a mis en place un dispositif de formation en agroécologie paysanne, incluant la formation de plus de 180 relais qui, à leur tour, ont formé plus de 3000 relais agroécologiques. Ces relais agroécologiques sont organisés en commissions dans cinq régions du Mali¹⁴ afin de disséminer la théorie et la pratique agroécologique à un niveau national.

En 2015, un forum international sur l'agroécologie, organisé par la CNOP, la Via Campesina et par les organisations membres du Comité de planification international pour la Souveraineté

¹³ Déclaration de Nyéléni, 2007 : <https://nyeleni.org/spip.php?article286>

¹⁴ Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou et Sikasso.

alimentaire (CIP), a rassemblé plus de 250 délégués régionaux et internationaux à Nyéléni. Les travaux du forum précisent la vision de l'agroécologie et les priorités d'action.

En 2015, à Betta (Burkina Faso), l'ONG française Terre et Humanisme¹⁵ initiée par Pierre Rabhi et promouvant l'agroécologie dans la région depuis une trentaine d'années, a organisé une réunion historique rassemblant près de 145 acteurs de terrain (venus de six pays voisins) ainsi qu'un grand nombre d'acteurs internationaux et régionaux œuvrant pour l'agroécologie. Ensemble, les participants ont élaboré leurs recommandations pour une diffusion de l'agroécologie sur une plus grande échelle, à l'attention des agriculteurs, des ONG, de la société civile et des décideurs politiques. Leurs recommandations sont réunies dans la déclaration commune des rencontres pour l'agroécologie¹⁶.

En novembre 2015, à l'invitation du Symposium international sur l'agroécologie de la FAO de 2014 qui recommandait l'organisation de conférences à l'échelle régionale et l'établissement du bilan scientifique et pratique de cette approche émergente dans le monde, une réunion régionale sur l'agroécologie pour l'Afrique a réuni à Dakar plus de 200 producteurs, ainsi que de nombreux décideurs politiques, chercheurs, représentants de mouvements sociaux et représentants du secteur privé, afin de dresser un état des lieux des pratiques agroécologiques en Afrique de l'Ouest. Le symposium régional de Dakar fut introduit et conclu par le ministre de l'Agriculture du Sénégal. Cette étape fut importante car elle regroupa les membres de la société civile, les gouvernements et des scientifiques, en invitant tous ces acteurs à débattre de l'agroécologie en Afrique¹⁷. Les conclusions majeures vis à vis de la recherche sont exposées dans la troisième partie de cette étude.

II - Quelles sont les réalités actuelles de la recherche agricole en Afrique de l'Ouest ?

Récemment, plusieurs études ont été publiées sur la recherche agricole en Afrique de l'Ouest. Cette partie analyse et met en parallèle leurs résultats, plus particulièrement ceux qui concernent l'agroécologie.

¹⁵ Terre et Humanisme : <http://terre-humanisme.org/wp-content/uploads/2016/07/RA2015web-2.pdf>

¹⁶ Terre et Humanisme : http://terre-humanisme.org/wp-content/uploads/2016/07/compte_rendu_des_rencontres_de_l_agroecologie.pdf

¹⁷ Réunion régionale pour l'Afrique sur l'agroécologie, FAO : <http://www.fao.org/africa/events/detail-events/en/c/330741/>

Afin d'évoquer au mieux les impératifs de nouvelles méthodes de recherche dans le domaine agricole en Afrique de l'Ouest, il faut présenter tout d'abord les recherches en cours qui se focalisent particulièrement sur une augmentation des rendements des trois céréales majeures (maïs, blé et riz) et qui, par là-même, négligent d'autres aspects de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Le contexte et les acteurs de la recherche agricole conventionnelle en Afrique de l'Ouest

Dans les pays membres de l'OCDE et certains pays d'Asie ou d'Amérique latine, la recherche agricole a joué un rôle non négligeable dans l'augmentation de la productivité, mais ces investissements n'ont pas abouti à de bons résultats en Afrique subsaharienne¹⁸. Pire encore, ils ont été à l'origine de nombreux dommages et problèmes environnementaux. Ceci se manifeste notamment par de faibles rendements, la dégradation des sols, la perte de biodiversité et des savoir-faire paysans, ou encore par une baisse de la productivité, les systèmes de production alimentaire actuels n'aboutissant pas aux performances escomptées.

La recherche agricole conventionnelle à l'échelle régionale est menée par différents acteurs régionaux comme le CORAF¹⁹ ou le FARA²⁰ (l'organe technique de la Commission de l'Union africaine sur les questions relatives aux sciences agricoles, à la technologie et à l'innovation). En raison du nombre limité de leurs chercheurs, ces organismes continuent de concentrer leurs études sur les moyennes et grandes exploitations agricoles commerciales, bénéficiant déjà d'un accès direct aux marchés locaux, régionaux ou internationaux. C'est le cas du CORAF notamment qui, tout en voulant améliorer l'efficacité et l'efficacité des petits exploitants agricoles et promouvoir le secteur de l'agro-industrie, a concentré son énergie sur les producteurs dotés de grandes et moyennes exploitations et d'un puissant apport mécanique ou technologique. Le cas des petits producteurs de l'agriculture familiale, sur lesquels repose l'alimentation de la majorité des communautés rurales et des villes moyennes, est nettement moins étudié par les chercheurs issus de la recherche conventionnelle régionale et, de ce fait, ces petits producteurs ne

¹⁸ FAO: <http://www.fao.org/3/390d48ec-d6bb-4b1a-a60e-059070715fb0/i4646f.pdf>

¹⁹ Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles : <http://www.coraf.org/fr/>

²⁰ L'Agenda Scientifique pour l'Agriculture en Afrique : <http://fr.faraafrica.org/>

peuvent pas (du moins par ce biais) transmettre leurs suggestions, leur recommandations, ou même les difficultés majeures auxquelles ils se trouvent confrontés²¹.

Il en va de même pour les programmes et organismes internationaux comme l'AGRA– l'Alliance pour une révolution verte en Afrique –, la Banque mondiale ou encore des centres de recherche influant comme les centres CGIAR²⁴ qui sont autant d'acteurs internationaux ayant un rôle à jouer dans la recherche agricole dans la région. Chacun de ces organismes, dont l'impact est mesurable à différentes échelles, est doté de très fortes capacités de financement. Ils sont souvent accusés d'accompagner l'importation d'un modèle et d'un système agricole conventionnel et industriel fondé sur des méthodes et moyens de recherche «par le haut », sans réelle prise en compte des connaissances locales et du savoir-faire paysan. L'AGRA fut lancée par la fondation Bill et Melinda Gates en 2006. Ses investissements massifs dans l'agriculture subsaharienne se sont également soldés par de larges subventions de la part de la fondation Bill et Melinda Gates pour le CGIAR, -dont fait partie ICRISAT-, un partenariat mondial de recherche agricole qui, en théorie, «œuvre à réduire la pauvreté rurale, à améliorer la sécurité alimentaire, la santé humaine et la nutrition, et à encourager une gestion plus durable des ressources naturelles²² ». Selon GRAIN International, près d'un demi-milliard de dollars furent consacrés, en Afrique, au soutien des programmes agricoles et de recherche agricole. Or, le même rapport stipule que la fondation Bill et Melinda Gates et ses partenaires chercheurs, sont en réalité parvenus à soutenir les programmes qui leur profitaient le plus, à savoir le développement des technologies et des partenariats avec le secteur privé. De plus, au delà de cette implantation économique, la fondation est aussi accusée d'imposer des stratégies à l'échelle étatique en usant de son influence sur la mise en œuvre de politiques de soutien aux OGM dans la région. Cette même critique est apportée à la Banque mondiale, notamment au travers de son département de recherche²³. Ces approches facilitent la mise en place de systèmes qui favorisent le développement et l'expansion de semences de haute technologie ou d'engrais et pesticides chimiques importés. La Fondation Gates, et ses partenaires de la recherche agricole, sont donc accusés de soutenir un modèle d'agriculture industrielle profitant davantage aux États industriels qu'aux populations de la région et, comme l'affirme le même article, au détriment d'un savoir local en perte: « *La fondation est obsédée par le travail des scientifiques dans des laboratoires centralisés et elle choisit d'ignorer*

²¹ C. Thirtle, Recherche et Vulgarisation Agricole, <https://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/ecru/documents/TF5M1J13.pdf>

²² CGIAR 2016 : <http://www.cgiar.org/a-propos-d-cgiar-fr/>

²³ Voir aussi le rapport de Oakland Institut : Down On the Seed, the World Bank Enables Corporate Takeover of Seeds, 2017.

les connaissances et la biodiversité que les petits agriculteurs en Afrique ont développées et maintenues au fil des générations²⁴. »

La dépendance de la recherche ouest-africaine vis-à-vis des donateurs internationaux

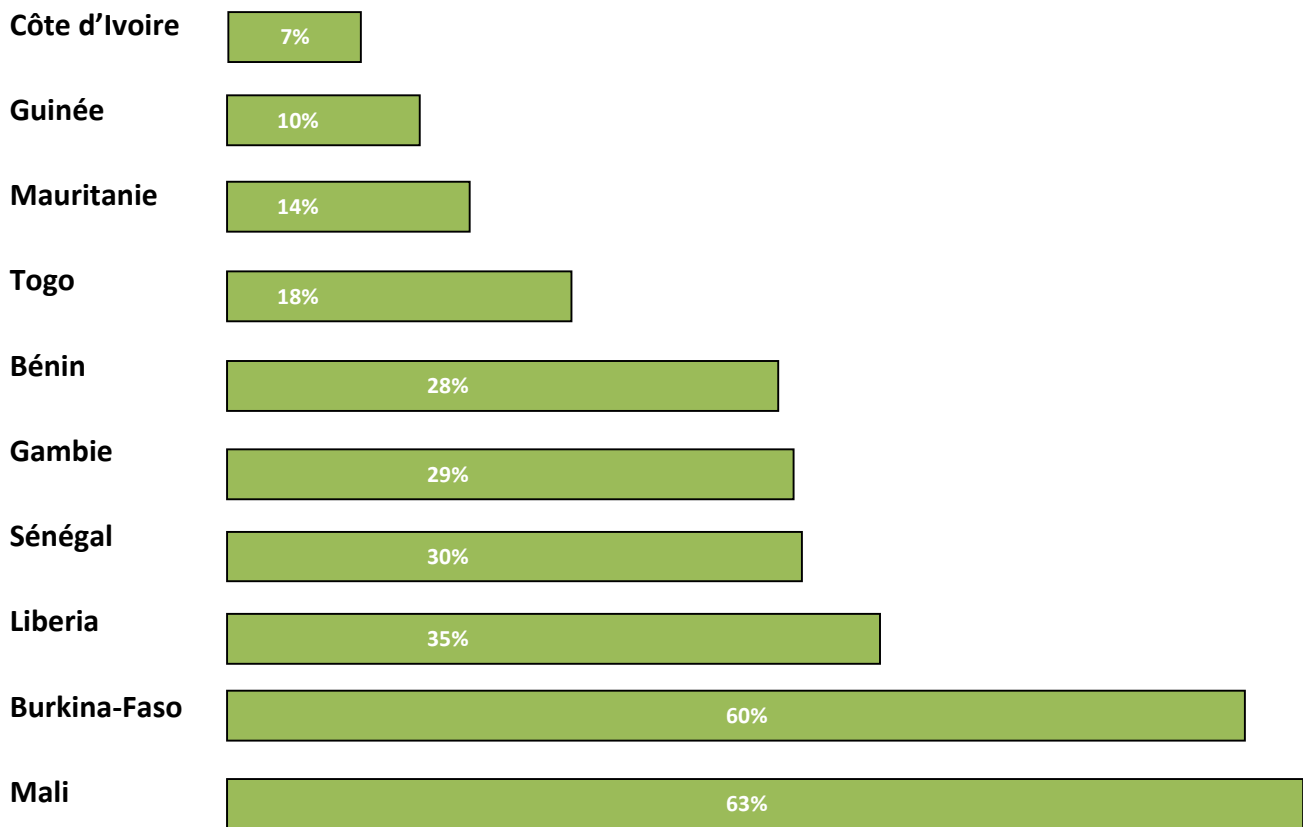
Le point développé dans le paragraphe précédent souligne l'enjeu majeur de la recherche publique en Afrique de l'Ouest : la gouvernance de la recherche. La dépendance des pays de la région aux fonds publics externes dédiés à la recherche est de plus en plus marquée. Le pays de la région le plus dépendant de ces fonds privés (issus notamment des banques de développement, mais aussi de fondations internationales comme celles citées plus haut) est le Mali. Le secteur agricole malien est très développé : près de 80% de la population active y travaille (ce qui représente 45% du PIB du Mali dont le taux de croissance moyen est de 3,6% par an²⁵). Le secteur de la recherche agricole du Mali est particulièrement dépendant des fonds des agences de coopération des pays industriels et des institutions onusiennes (comme le FIDA, la banque d'aide au développement de l'ONU, qui a pour vocation d'aider financièrement, comme bailleur de fonds et organisateur, le développement agricole et rural dans les pays en développement). La dépendance aux financements de la recherche agricole a montré son emprise lorsque, à la suite de la rébellion de 2012, le pays a vu le retrait de la majorité des financements pour la recherche en provenance de L'Union européenne, de la Banque africaine pour le développement et de la Banque mondiale²⁶. Une crise agricole a donc succédé à une crise politique majeure dans un contexte environnemental difficile (le pays souffre d'une désertification chronique, en raison de sécheresses de plus en plus nombreuses). Les aléas des marchés internationaux constituent l'ultime couperet dans un tel processus socio-économique. La baisse du prix des matières premières produites (comme pour le coton, 2^{de} source d'exportation du pays), ou encore la hausse des coûts de production (intrants et carburants)²⁷.

²⁴ GRAIN : Comment la Fondation Gates dépense-t-elle son argent pour nourrir le monde?

²⁵ Profil de la FAO pour le Mali : <http://www.fao.org/agriculture/ippm/projects/mali/fr/>

²⁶ ASTI Factsheet, 2014.

²⁷ Jury citoyen, 2009.



Document 1 : Comparaison des fonds de donateurs et des banques de développement dans le financement des instituts de recherche nationaux en Afrique de l'Ouest (source : ASTI Factsheet, 2014)

Le document 1 ci-dessus, tiré d'un rapport²⁸ de l'ASTI²⁹ (Agricultural Science and Technology Indicators), outil statistique de l'IFPRI (International Food Policy Research Institute) présente les résultats d'une étude statistique de 2014³⁰ montrant cette dépendance excessive du Mali vis-à-vis des donations et fonds publics ou privés pour la recherche, en comparaison à d'autres pays voisins.

Bien que la dépendance du Mali vis-à-vis de ces fonds semble très avancée par comparaison à celle d'autres États (Côte d'Ivoire et Guinée notamment), son cas n'est pas isolé dans la région. Près de 60% des financements agricoles du Burkina Faso viennent de l'extérieur ; et il en va de même pour le Bénin, la Gambie, le Sénégal et le Liberia, qui en 2014 ont reçu 28% à 35% des fonds de donateurs et des banques de développement pour le financement des instituts de recherche nationaux, ce qui reste un chiffre très élevé. Et cette dépendance vis-à-vis de projets de recherche de court terme, financés par les donateurs et les banques de développement, sans

²⁸ ASTI : <https://www.ifpri.org/publication/taking-stock-national-agricultural-rd-capacity-africa-south-sahara>

²⁹ ASTI: <https://www.asti.cgiar.org/>: Agricultural Science and technology Indicators, outil statistique de l'IFPRI.





³⁰ ASTI Factsheet, 2014.

évaluation préliminaire et sans suivi postérieur, a provoqué des fluctuations majeures à l'échelle des États, notamment en ce qui concerne les dépenses pour la recherche et le développement des capacités agricoles³¹.

Le manque de chercheurs et le manque de coordination des chercheurs

Une autre lacune s'ajoute à ce type de recherche : le très faible nombre de chercheurs pour des surfaces agricoles et des densités de population très importantes. Le document 2 ci-dessous montre que le nombre de chercheurs dans le domaine de l'agriculture a peu augmenté depuis les années 1980 en Afrique de l'Ouest et à quel point ce nombre trop faible obère la recherche locale.

Au Mali, le nombre de chercheurs publics dans le domaine de l'agriculture a même diminué de 4% de 2008 à 2011 (et cette situation a empiré en 2012), avec moins de dix chercheurs (9,83) pour un échantillon de population de 100 000 paysans.

Dépense totale de la recherche agricole publique	2000		2008		2011
Francs CFA (millions, taux de 2005)	8,353.7		6,072.3		8,064.3
PPP dollars (millions, taux de 2005)	33.5		25.3		33.6
Evolution Globale		-24%		33%	
Nombre total de chercheurs dans la recherche agricole publique					
Equivalent temps-plein (ETP)	232.8		318.7		307.0
Evolution Globale			37%		
Intensité de la recherche agricole					
Pourcentage du PIB dépensé en recherche agricole	1.01%		0.51%		0.61%
ETP des chercheurs pour 100,000 paysans	9.80		10.95		9.83

Document 2 : Indicateurs des dépenses pour la recherche publique en Afrique de l'ouest, 2000-2011 (source : ASTI)

Se manifeste aussi un manque de coordination entre la recherche et la diffusion de celle-ci, entre la recherche et la transmission du savoir aux personnes intéressées, ce qui aboutit à un manque d'interaction entre les principaux acteurs concernés. Ceci peut provoquer des problèmes concrets, comme cela fut relevé lors de la réunion des réseaux paysans-chercheurs à Dakar en novembre 2015. Une éleveuse attesta par exemple qu'un manque de coordination et d'intervention scientifique directe avait retardé le processus de recherche sur des maladies animales et avait conduit à de lourdes pertes dans les troupeaux, qui auraient pu être évitées. Voilà qui soulève un troisième problème : les lacunes théoriques et structurelles d'un tel système.

Les thèmes limités de la recherche

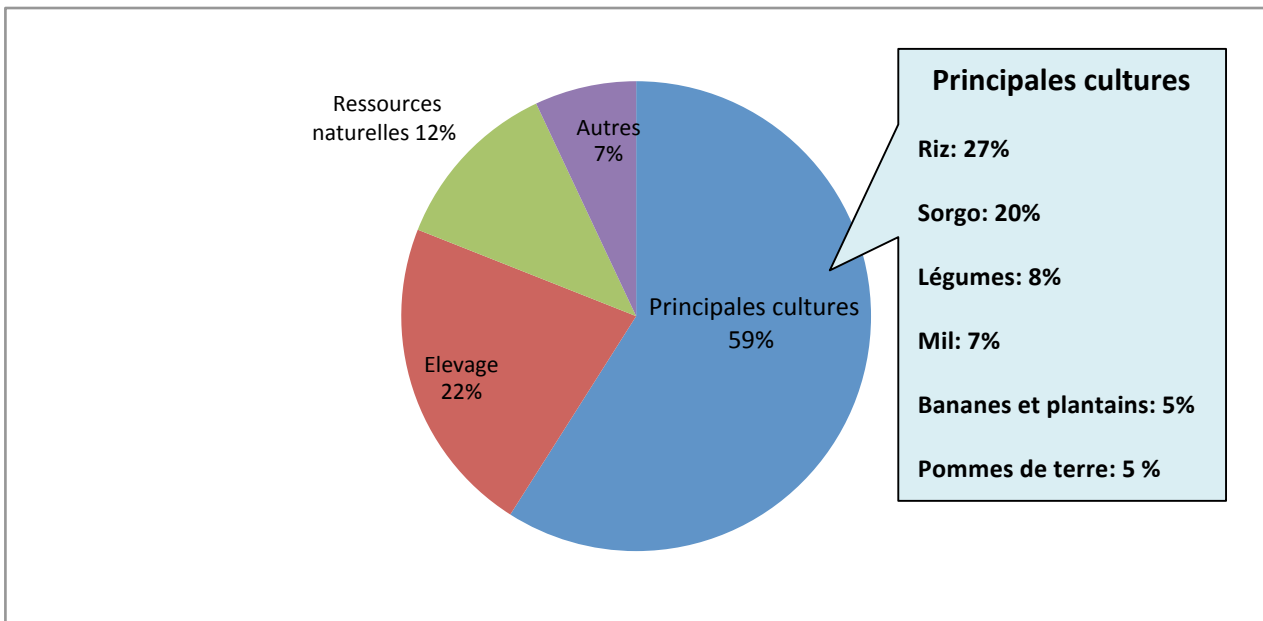
Dans son rapport³² du GCARD en 2010, Uzo Mokwunye a montré que malgré le haut degré de cohérence dont font preuve de nombreux acteurs de la recherche agricole en Afrique de l'Ouest, certains facteurs restaient encore ignorés. C'est le cas de l'accès au marché, de l'élimination de la malnutrition, de l'attraction du secteur privé, de l'accès à l'eau, de la pression démographique, des changements climatiques ou encore des liens entre agriculture et santé humaine. Au vu de la diversité et de la spécificité de l'agriculture africaine, le rapporteur préconise un investissement économique plus important au service des petits producteurs, des femmes et des jeunes qu'il faut convertir à une agriculture de marché : autant d'acteurs parmi les plus aptes à réduire selon lui la pauvreté et à augmenter la sécurité alimentaire au niveau local. Le problème est que plupart des experts qui font la promotion du modèle libéral ont souvent du mal à s'affranchir de ce cadre théorique et à se restructurer en conséquence.

Si nous prenons à nouveau l'exemple du Mali, la même étude de 2011 montre que la recherche publique dans ce pays s'est focalisée sur la production du riz (impliquant 27% de la recherche locale), en réduisant l'étude des cultures de céréales locales comme le mil et le sorgho (le mil, par exemple, n'a bénéficié cette année-là que de 7 % des fonds de la recherche agricole nationale³³), alors que la culture de ces céréales a potentiellement un impact positif sur la situation environnementale, nutritive et socio-économique du pays et de ses voisins. Le document 3 ci-dessous reflète ces disparités de l'effort de recherche entre les principales cultures au Mali en

³² Regional Review of Africa's Agricultural Research and Development, 2010 : http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/rome2007/docs/Regional_Review_of_Africa_Agricultural_Research_and_Development.pdf

³³ ASTI Factsheet Mali, 2014 : <https://www.asti.cgiar.org/pdf/factsheets/Mali-Factsheet.pdf>

2011.



Document 3 : Concentration de la recherche en 2011 au Mali

(Les principales cultures incluent celles sur lesquelles l'attention est la plus portée avec au moins 5% de tous les chercheurs)- Source ASTI

On retrouve les mêmes tendances dans d'autres pays de la région. Par exemple pour le Liberia, l'effort de recherche sur le riz y occupe aussi la première place du classement avec 18% de l'ensemble des cultures, suivi par le manioc (15%) et l'huile de palme (11%), cultivé exclusivement pour l'exportation.³⁴ Le Bénin est le plus touché par ce manque de recherche sur la diversité agricole : les programmes de recherche sur le maïs atteignent 40 % des moyens alloués à la recherche pour l'ensemble des cultures en 2014.

Le manque d'approche participative et la faible mise en valeur des savoirs locaux

Au delà du fait que la recherche agricole ne se focalise pas suffisamment sur la multitude des petits producteurs, se pose aussi la question du manque de prise en compte des savoirs et perceptions locales. La recherche agricole souffre de l'absence d'une approche participative, d'une approche « par le bas». En effet, dès lors que l'on aborde le thème du développement de l'agriculture familiale – et de l'agroécologie au titre de discipline scientifique adaptée à ce type d'approche agricole – l'une des réponses qui semble la plus adéquate est la mise en œuvre d'une recherche participative efficace et bénéficiant d'une gamme d'outils solides et variés. De telles

³⁴ ASTI Factsheet Liberia, 2014 : <https://www.asti.cgiar.org/pdf/factsheets/Liberia-Factsheet.pdf>

recommandations furent longtemps préconisées par les producteurs eux-mêmes, conduisant à des évolutions marquantes dans l'insertion de l'approche paysanne participative au sein de la recherche agricole, et à sa transformation durable.

III - Quelle recherche pour promouvoir l'agroécologie en Afrique de l'Ouest ?

La recherche agroécologique peut être définie comme une volonté de comprendre les corrélations existantes entre l'agriculture et les écosystèmes, de même qu'entre l'homme et son environnement, afin d'élaborer les bases théoriques et scientifiques d'un modèle agricole durable. L'agroécologie est fondée sur un partage des savoirs et doit donc relier les innovations scientifiques aux pratiques et aux connaissances paysannes. L'existence d'un cadre théorique prenant en compte les apports et vision des organisations paysannes (voir déclaration du Forum de Niélény, 2015³⁵) apparaît comme cruciale pour cette discipline émergente, ouvrant la voie à de nombreuses opportunités et approches reliant science agronomique, science humaine et science écologique.

Dans ce contexte, il s'agit donc de concevoir une nouvelle discipline disposant d'une méthode unifiée de recherche et capable de prendre en compte des facteurs multiples tels que le risque climatique et l'adaptation au réchauffement, les problèmes liés à la nutrition, les enjeux liés à la santé des populations, la création d'opportunités d'emplois pour les femmes, les jeunes et les petits producteurs d'aliments. La recherche, mal reconnue en agroécologie et en agriculture intégrée, a prouvé que la culture d'espèces locales donne des rendements plus élevés et procure de meilleurs apports nutritifs ; potentiellement, elle peut donc augmenter la sécurité alimentaire au niveau local³⁶. Pour cela, la recherche doit se focaliser d'avantage sur les espèces d'origine africaine bien maîtrisées par les communautés paysannes (comme le mil, le sorgho, le fonio, le niébé, l'igname et beaucoup d'autres), ce qui n'est pas le cas actuellement.

³⁵ <http://www.foodsovereignty.org/fr/forum-agroecology-nyeleni-2015/>

³⁶ La Via Campesina, 2015 : "L'agroécologie paysanne pour la Terre et la Souveraineté alimentaire , expériences de La Via Campesina" : <https://viacampesina.org/fr/images/stories/pdf/CUADERNO%207%20LVC%20FRANCES.compressed.pdf>

Dans la continuité du Symposium de Dakar

Comme on l'a noté dans la première partie de ce rapport, en novembre 2015, une réunion régionale de la FAO pour l'Afrique sur l'agroécologie a réuni à Dakar plus de 200 producteurs, ainsi que de nombreux décideurs politiques, représentants de mouvements sociaux et représentants du secteur privé, afin de dresser un état des lieux sur les pratiques agroécologiques en Afrique de l'Ouest, ceci dans la perspective de justifier et de définir un cadre d'application aux recommandations du Symposium de 2014. Cette réunion, qui avait plusieurs objectifs, comptait parmi ses participants des chercheurs universitaires ou issus d'instituts de recherche agronomique. Parmi les multiples recommandations de cette réunion, telles qu'elles ont été présentées à la FAO, figurait celle de « *travailler avec les organisations de producteurs pour soutenir la mise en place de plateformes de connaissances visant à promouvoir l'apprentissage entre agriculteurs* », ainsi que celle de « *renforcer les connaissances locales via le renforcement des connaissances communes* ».

Dans le cadre spécifique de la recherche, la réunion a émis la recommandation d'une mise en réseau de la communauté universitaire et des producteurs, afin de renforcer les connaissances locales existantes (par le biais de la recherche participative et par la coconstruction des savoirs). Les acteurs ont aussi recommandé de renforcer les connaissances sur l'agroécologie afin de mettre en place une véritable base de données issue de la recherche en sciences « dures » et en sciences sociales, afin de permettre aux décideurs politiques de prendre à l'avenir les décisions adéquates. Enfin, il fut précisé qu'il fallait consacrer plus de moyens à la recherche appliquée, en mettant un accent sur la sélection des variétés et des espèces à l'échelle du champ de culture (sélection d'animaux ou d'arbres adaptés dans le contexte des changements climatiques, comme cela a été entrepris au Mali par la CNOP, citée en partie I de ce rapport).

La mise en valeur des savoirs paysans et la protection de leurs droits

Lors de la réunion de Dakar en novembre 2015, il fut noté que la recherche devait répondre au mieux aux besoins spécifiques des agriculteurs, et prendre en compte leurs recommandations ainsi que les résultats de leurs recherches propres. La recherche agroécologique a besoin d'une mise en valeur des savoirs paysans et d'une protection de leurs droits collectifs sur leurs ressources. Dès lors, la question des droits des paysans devient primordiale. La nouvelle

discipline, en prenant pleinement en compte les perceptions locales des petits producteurs (ainsi que la violation de leurs droits en termes d'accès à l'eau, à la terre et aux semences plus particulièrement³⁷), se doit de les replacer au centre d'un modèle de recherche et de protéger la propriété intellectuelle de ces derniers. En effet, les paysans ignorent souvent que la recherche se base sur le résultat de leur travail, et qu'elle en tire parfois profit. Si celle-ci adoptait une démarche plus transparente, ces derniers se sentiraient impliqués dans la démarche et de réels résultats pourraient être observés. Dans un rapport basé sur l'évaluation de la recherche agricole par des agriculteurs au Mali – intitulé *Les variétés améliorées ne sont pas toujours les meilleures* – l'association BEDE soutient que la recherche dépend davantage des paysans que l'inverse, bien que ces derniers en aient parfois besoin pour résoudre certains problèmes. De ce fait, ils sont indispensables à la recherche, particulièrement pour la sélection des semences, sur lesquelles les chercheurs fondent leurs propres travaux. Il faut donc prendre en compte une recherche participative qui intègre les paysans à toutes ses étapes et les protège des droits de propriété intellectuelle de l'industrie. Les besoins des paysans doivent être clairement répertoriés et définis, des espaces d'échanges entre chercheurs et paysans doivent être créés, la communication en langue locale doit être renforcée, et enfin des recherches actions doivent être rapidement mises en œuvre pour répondre aux besoins des communautés locales.

Recherche participative et approche par le bas

Un certain nombre de résultats issus de la recherche agroécologique ont pu être accumulés au cours de ces dernières années. Cependant, le manque de reconnaissance au plan théorique, mais surtout au niveau politique, rend leur évaluation difficile. Il existe pourtant un immense potentiel de recherche dans cette discipline, qu'il s'agisse de l'utilisation plus performante et optimale de la biodiversité (gestion dynamique de la diversité d'espèces végétales et animales par exemple), ou de l'équilibre des cycles agricoles (par une meilleure compréhension du sol, le recyclage et les engrais naturels, ou encore par l'amélioration de la qualité de l'eau ou la réduction de la pollution des sols). Sur ce thème de la recherche, le rapport de la 16^e session de l'Assemblée générale du Conseil des droits de l'homme (cité plus haut) énonce, au titre de ses recommandations, que la communauté scientifique devrait augmenter le budget de la recherche agroécologique sur le terrain, former des

³⁷ Livret Vert de la Convergence, 2015 :
http://caravaneterreeau.info/IMG/pdf/convergence_globale_des_luites_pour_la_terre_et_l_eau_mise_en_page_1.pdf

experts pour la mise au point de méthodes agroécologiques et de recherche participative, et évaluer les projets grâce à de nouveaux critères d'efficacité (incluant les revenus, les chiffres sur la faim et la malnutrition, etc.) L'une de ces approches est encouragée par la FAO par la mise en œuvre de réseaux paysans-chercheurs, comme ce fut le cas à Dakar en novembre 2015.

La recherche doit également, de beaucoup plus près que par le passé, s'intéresser aux aspects sociaux sans se limiter à un point de vue étroitement technique, et se focaliser sur une approche locale. La prise de décision par le bas est de plus en plus encouragée.

Des initiatives locales allant parfois à l'encontre des avis des chercheurs ont donné des résultats. Cela fut relevé lors de la réunion des réseaux paysans-chercheurs à Dakar en novembre 2015, avec l'exemple de ces paysannes maliennes ayant réalisé que leurs karités étaient en voie de disparition. Au vu de l'importance d'un tel produit, les femmes se sont réunies et ont mis au point leur propre technologie pour créer des pépinières de karités. Elles disposent aujourd'hui plus de 50 hectares de plantations de karités et elles sont un exemple à suivre pour la recherche locale, régionale et internationale.

Le processus de promotion de la recherche paysanne et de prise en compte des perceptions et recommandations basées sur les savoirs des petits producteurs, des membres de mouvements sociaux et de la société civile, a connu une évolution certaine au cours de cette dernière décennie. Depuis les années 2000, un certain nombre de progrès ont été identifiés en ce qui concerne la recherche agricole participative issue des mouvements de la société civile en Afrique de l'Ouest. La recherche participative paysanne et citoyenne se montre ainsi de plus en plus informée et s'organise en réseaux nationaux, voire régionaux, pour accumuler et organiser son propre savoir. Les dispositifs de recherche collaboratifs introduisent la notion d'une « *expertise* » des paysans, qui deviennent eux-mêmes des chercheurs, à tout le moins des témoins majeurs pour la recherche agricole. Ici, le mot « expert » ne paraît pas mal choisi : de nombreux chercheurs ou agriculteurs venus d'Europe pour assister aux événements organisés par diverses plateformes de partage de savoirs paysans (comme le forum de Nyéléni par exemple) se montrent souvent sidérés par la quantité de connaissances et le niveau d'expertise des paysans maliens ou des pays voisins, dont l'immense savoir traditionnel n'a pas toujours été amoindri par plusieurs décennies d'une agriculture conventionnelle et industrielle.

Il existe de nombreux exemples montrant que l'incorporation des analyses et des connaissances paysannes et citoyennes, au titre d'une approche « par le bas », a pour résultat de bonnes pratiques agricoles et de meilleurs rendements, allant jusqu'à influencer la prise de décision politique. Un exemple peut être cité ici : celui du jury citoyen mis sur pied en 2006 au Mali, mené par le Professeur Michel Pimbert à IIED³⁸, et portant sur la question des Organismes génétiquement modifiés (OGM)³⁹. La forme de ce jury citoyen – « par le bas », donc – à l'écoute des petits producteurs issus de l'agriculture familiale, a permis une implication véritable de ces derniers dans le processus de recherche et a conduit à deux recommandations : l'interdiction des OGM d'une part, et la promotion de l'agriculture biologique avec la valorisation des variétés locales et des savoirs paysans à l'échelle nationale d'autre part.

Ainsi, par une mise en place d'un cadre décisionnel démocratique et d'un système de délibération efficace, les jurys citoyens regroupant les acteurs principaux de l'agriculture familiale (paysans, acteurs, chercheurs) peuvent disposer d'outils nouveaux et efficaces pour prendre en compte, intégrer, partager, puis diffuser l'information à l'échelle régionale, voire internationale. La clé de cette approche est donc la promotion de l'approche participative soutenue par différents travaux, notamment de l'association BEDE. Ce type d'approche apporte beaucoup aux chercheurs et à la recherche en général, à commencer par une compréhension plus large et plus complète du cadre théorique et pratique. Il implique également une intensification du travail de terrain pour les chercheurs, une meilleure confrontation des points de vue, une prise en compte des témoignages et une plus forte participation des paysans à la recherche (permettant une diffusion de leurs recommandations sur les dispositions à prendre).

L'approche participative en pratique : l'exemple des Laboratoires hors murs pour l'agrobiodiversité

Le dispositif des Laboratoires hors murs pour l'agrobiodiversité (LHM) est une démarche de recherche action collaborative initiée par l'association BEDE en 2013 avec des universités de France, Algérie et Bénin. L'un des travaux qu'il est nécessaire de citer ici est la lutte agroécologique contre les ravageurs des cultures de niébé *Katché* et *Toura* à Kpayèroun, au

³⁸ IIED : International Institute for Environment and Development

³⁹ Michel Pimbert, L'Espace citoyen d'interpellation démocratique sur les OGM et l'avenir de l'agriculture au Mali démocratique, 2006 <http://pubs.iied.org/pdfs/G01221.pdf?>

Bénin⁴⁰. Un collectif paysan local, l'ORAD⁴¹ cherche à continuer la production du niébé, tout en luttant contre les ravageurs de cette plante sans provoquer d'impact négatif sur l'environnement et sans utiliser d'engrais ou de pesticides chimiques⁴². Le protocole mis en place a consisté alors à observer, face aux ravageurs, la résistance de différentes variétés (choisies et caractérisées par les paysans eux-mêmes) et à tester des traitements traditionnels, ou des pesticides naturels⁴³.

Ce type d'approche oblige les chercheurs à s'intéresser à la diversité des représentations et des points de vue des acteurs, mobilisés dans l'acte de décrire et de caractériser une entité observée, afin de tenter de négocier et de mettre en place des critères scientifiques ou de définition communs. C'est là une nouveauté dans le monde de la recherche, dont les savoirs et les modes de catégorisation sont souvent préconçus par autant de grilles de lecture scientifiques issues des recherches précédentes. De tels échanges ont pu révéler la pertinence d'une telle approche, permettant aux chercheurs de connaître et de comprendre les connaissances traditionnelles locales sur les plantes. Un partenariat entre paysans et chercheurs s'est construit sur cette initiative des Laboratoires hors-murs, créant une nouvelle dynamique de recherche dans la durée, avec des passerelles plus fluides et plus actives entre terrain et laboratoire. Il s'agit donc de développer de telles expériences à une échelle régionale en Afrique de l'Ouest, en suivant plusieurs phases concrètes : un état des lieux documentaire sur les dispositifs de recherche collaborative, la prise en compte des questions et recommandations formulées par les praticiens de terrain, la mise en place localement d'un premier échange entre chercheurs, universitaires et praticiens afin de définir un cadre de recherche collaborative ainsi que ses premières étapes et ses modalités. L'idée est ensuite d'organiser des ateliers d'échanges régionaux, puis internationaux, une fois démontrables les résultats de telles approches.

⁴⁰ Voir Fiche détaillée de ce LHM : <http://www.bede-asso.org/wp-content/uploads/2015/05/atelier-lhm-niebe.pdf>

⁴¹ ORAD : Organisation des Ruraux pour une Agriculture Durable.

⁴² Il faut noter déjà un point intéressant : l'approche dite « par le haut », confrontée à la recherche participative des paysans, se heurte ici à l'utilisation de termes différents pour désigner la même plante – le niébé dans ce cas précis. Le chercheur appelle *Vigna* ou *Niebe* ce que l'on appelle *Toura* ou *Katié*⁴² dans ce territoire de cultures, en distinguant : i/ le *Katié* semé en début de saison des pluies, récolté en frais, servant à la période de soudure alimentaire ; ii/ le *Toura* cultivé en fin de saison des pluies. Il a fallu aux agriculteurs plusieurs échanges avec des scientifiques pour comprendre qu'il y a une différence établie entre niébé et haricot, au niveau du genre : *Vigna Unguiculata* pour le niébé et *Phaseolus* pour le haricot. Le haricot a le hile (cicatrice que porte une graine au point où elle était attachée à la plante - dans la gousse, la capsule - dont elle est issue) un peu remonté, alors que le hile du niébé est au centre. Il y a donc en fait peu de haricots au Bénin et toutes les variétés proposées par ORAD sont donc des niébés.

⁴³ Citronnelle d'Ethiopie, pilée, filtrée et passée sur les plants ; feuilles de manioc, de Neem.

L'approche participative : un foisonnement d'initiatives

En février-mars 2009 a été organisée, avec l'Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes (ASPSP) de Thiès à Djimini (Sénégal), une tournée d'échanges de savoirs et de pratiques innovantes sur les semences paysannes en agroécologie, tournée à laquelle a participé une délégation de plusieurs paysans d'Afrique et de France. Ce fut aussi l'occasion d'aborder le contexte actuel de privatisation du vivant, avec le cas de la variété nigérienne d'oignon Violet de Galmi et la demande d'un droit de propriété intellectuelle par l'entreprise Tropicasem. Ainsi a germé un premier noyau ouest-africain de praticiens conscients des enjeux des semences et partageant une vision commune⁴⁴.

En chemin, cette initiative en a croisé une autre, conduite au niveau international par l'Institut international pour l'Environnement et le Développement (IIED), porté en Afrique de l'Ouest par un comité de pilotage malien⁴⁵ et visant à créer un espace d'interpellation sur les orientations de la recherche agricole. Cet espace fut créé en 2010. Le premier ECID (Espaces citoyens d'interpellation démocratiques), qui s'est déroulé en janvier et février 2010 sur le site du Forum sur la souveraineté alimentaire Nyéléni à Sélingué, organisa deux jurys citoyens sur le thème « Démocratiser la gouvernance des systèmes alimentaires : les citoyens repensent la recherche agricole pour le bien public »⁴⁶. Dans ce cadre spécifique et nouveau, les agriculteurs et agricultrices furent nommés « témoins experts », au même titre que des universitaires et des chercheurs, pour une évaluation collective paysanne sur la recherche et la sélection des semences améliorées. C'est dans le prolongement de ces recommandations et en lien avec d'autres dynamiques comparables au niveau international qu'est née l'idée d'organiser un autre atelier sur la gouvernance de la recherche et le partage des connaissances pour la souveraineté alimentaire, en partant du principe que la prise en compte de l'opinion des petits producteurs était la façon la plus sûre d'assurer la souveraineté alimentaire. Durant la rencontre, le jury citoyen a auditionné différents témoins experts sur la question de la gouvernance de la recherche agricole avec comme toile de fond le concept de la souveraineté alimentaire. La méthodologie de ce nouveau jury citoyen (2010) est passée par la présélection d'un millier de producteurs et de consommateurs ruraux et urbains, dans des proportions représentatives des réalités du monde de l'agriculture et

⁴⁴ Voir les films documentaires d'Anne Berson et le Journal de la Foire sous régionale des semences paysannes, produits et édités par ASPSP et BEDE

⁴⁵ CNOP, IRPAD, Kéné Conseils, Centre Djoliba Sikasso

⁴⁶ <http://ecid-nyeleni.org/>

de l'alimentation au Mali et dans la sous-région ouest-africaine. Tout fut pris en compte : la taille des exploitations, les différents secteurs (mêmes sous-évalués : éleveurs, pêcheurs, exploitants forestiers, artisans, etc.), la transformation des connaissances, les problèmes fonciers liés à l'agriculture, la sélection des plantes et des animaux, les méthodes et approches de l'agroécologie ou encore l'organisation de la recherche et la mise au point des différents paradigmes.

Les conclusions de cet atelier par les paysans furent diverses et variées. Les remarques des producteurs ont essentiellement porté sur le financement de la recherche agricole, ces derniers estimant que les crédits gouvernementaux consacrés à la recherche agricole sont insuffisants et que la majeure partie de ces ressources venant de l'extérieur, la recherche est orientée vers les priorités des bailleurs de fonds et non pas sur leur besoin pour renforcer une agriculture paysanne qui valorise les ressources locales et les savoir-faire.

Tout en déplorant la faible implication des femmes dans les commissions de recherche et de prise de décisions, les producteurs ont démontré leur volonté que bailleurs de fonds et chercheurs définissent ensemble les objectifs afin que les centres de recherche puissent couvrir l'ensemble du territoire national. De même, les participants venus de toutes les régions du pays ont-ils déploré le fait que les producteurs ne soient pas suffisamment impliqués et informés sur les étapes de la recherche, et que les résultats de la recherche soient émis au nom des seuls chercheurs sans tenir compte des paysans eux-mêmes. Ainsi, pour que la recherche soit réellement indépendante et transparente, les participants à la rencontre ont recommandé que l'ensemble des financements soit assuré par les budgets nationaux, selon un dispositif légal, et que la programmation de la recherche se fasse en concertation avec eux. Enfin, il fut recommandé de mettre le producteur au centre de la recherche, d'approfondir les connaissances sur les techniques de transformation des produits locaux, d'étoffer le personnel consacré à la recherche et de favoriser sa dimension participative.

Les recommandations principales des membres du jury furent les suivantes : uniformisation et transparence de l'information (afin que tous les acteurs disposent des mêmes informations et que les chercheurs mettent leurs connaissances à la portée des paysans); valorisation des plantes et des milieux naturels par des pesticides naturels afin de ne pas impacter

la santé environnementale et humaine ; promotion d'un travail agronomique à la base⁴⁷ ; développement de la recherche agroécologique (grâce à la conservation par les paysans de leurs propres semences végétales et animales, au renforcement et à la valorisation des fermes agroécologiques existantes, afin de mettre en valeur le potentiel des variétés paysannes et les diffuser.)

IV - Conclusion

Suite à plusieurs décennies de pratique, on doit considérer que le système d'aide et de recherche alimentaire n'a pas fait ses preuves pour assurer la souveraineté alimentaire des pays d'Afrique de l'Ouest. A cause des politiques publiques et des politiques d'aide au développement mal orientées, la situation alimentaire demeure précaire dans la majorité des pays de la région. Cette situation aggrave la situation sociopolitique et environnementale, en faisant perdurer une forte instabilité. Pourtant, les systèmes agricoles paysans traditionnels sur lesquels reposent ces communautés restent largement majoritaires : ils continuent d'assurer l'essentiel de la nourriture des populations sur la base d'une diversité d'espèces répondant aux besoins alimentaires et nutritifs de tous. Ces systèmes méritent d'être valorisés et renforcés. La contribution de la recherche publique serait précieuse si elle se faisait dans le respect des connaissances paysannes.

Cependant, l'orientation majeure du secteur agricole de la région continue dans une seule direction, celle de la rentabilité à tous prix. Les agriculteurs sont incités par les acteurs extérieurs à utiliser des variétés dites à haut rendement, homogènes, souvent hybrides et répondant aux engrais ou pesticides chimiques proposés par le secteur privé. Un tel système impacte lourdement l'environnement et l'autonomie des communautés, tout en demeurant instable puisque corrélé aux mécanismes de la concurrence sur le marché international. L'importance est donc de repenser et de refonder un système agricole juste, à la recherche de conséquences positives sur les communautés et leurs environnements, et prenant en compte l'optimisation des interactions biologiques tout en privilégiant une démarche sociale et écologique. Ce système répond à la définition de l'agroécologie paysanne. Il promeut une discipline de recherche de plus en plus reconnue, dotée d'une approche particulière au plan théorique et pratique. Elle doit aller de pair

⁴⁷ Compte tenu de l'état fragile de leurs sols, aucune méthode de sélection -y compris la sélection participative- ne peut atteindre des résultats durables. Il faut donc mettre en place un travail agronomique à la base qui promeut l'amendement du sol par la matière organique, compost, rotation, entretien, densité...).

avec une nouvelle forme de recherche indépendante, pluridisciplinaire, menée en concertation selon une démarche «par le bas », capable de prendre en compte les réels besoins mais aussi l'expertise et les recommandations des paysans.

A ces derniers, cette nouvelle forme de recherche doit rendre l'autonomie et l'indépendance à l'égard d'une recherche extérieure qui reste une source majeure de financement dans les projets agricoles. Les crédits gouvernementaux consacrés à la recherche agricole sont insuffisants et dès lors, la recherche conventionnelle reste le plus souvent orientée par les bailleurs de fonds vers des objectifs qui ne correspondent pas aux priorités des producteurs. L'ensemble des financements de la recherche publique devrait être assuré par les budgets nationaux, selon un dispositif légal. Il s'agit enfin de chercher davantage de cohérence dans l'approche de la recherche agricole. La recherche conventionnelle met trop peu de chercheurs sur le terrain, ce qui fausse les résultats des études, là où une approche participative permet, en plus de prendre en compte le savoir-faire des paysans locaux, de quadriller le plus largement possible un terrain d'étude.

En Afrique de l'Ouest, il semble clair que les mesures qui prônent l'adaptation et la résilience du monde agricole aux changements climatiques ne pourront être traitées séparément de la problématique cruciale de la diversification et de la transformation de la recherche agricole. La discipline agroécologique, et l'approche participative qu'elle propose, semblent ainsi constituer la voie la plus cohérente pour atteindre la souveraineté alimentaire en Afrique subsaharienne et dans le reste du monde.

Références

- FIAN International, "Supporting the Struggle for the Human Right to Adequate Food and Nutrition", *Right to Food Journal*, December 10, 2015, Vol.10. (lien : [http://www.fian.org/fileadmin/user_upload/Right to Food Journal 2015.pdf](http://www.fian.org/fileadmin/user_upload/Right_to_Food_Journal_2015.pdf))
- La Via Campesina, 2015 : "L'agroécologie paysanne pour la Terre et la Souveraineté alimentaire, expériences de La Via Campesina" : <https://viacampesina.org/fr/images/stories/pdf/CUADERNO%207%20LVC%20FRANCES.compressed.pdf>
- BEDE, Semences Paysannes en Afrique de l'Ouest, Journal de la 4e foire ouest-africaine des semences paysannes(2014) : http://www.bede-asso.org/wp-content/uploads/2014/11/WEB_JournalFoire2014.pdf
- BEDE, Semences Paysannes en Afrique de l'Ouest, Journal de la 3e foire ouest-africaine des semences paysannes(2011) : <http://www.bede-asso.org/wp-content/uploads/2014/10/journalfoire2011.pdf>
- BEDE, Foire sous-régionale des semences paysannes (2009) : <http://www.bede-asso.org/wp-content/uploads/2014/10/journalfoire2009.pdf>
- BEDE, Les variétés améliorées ne sont pas toujours les meilleures (2009).
- FAO, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2015
- FAO, L'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde
<http://www.fao.org/3/390d48ec-d6bb-4b1a-a60e-059070715fb0/i4646f.pdf>
<http://www.fao.org/3/a-i4910f.pdf>
- Michel Pimbert, L'avenir de l'alimentation et des petits producteurs, 2005,
<http://pubs.iied.org/pdfs/14503FIIED.pdf>
- Michel Pimbert, L' Espace Citoyen d'Interpellation démocratique sur les OGM et l'Avenir de l'Agriculture au Mali Démocratique, 2006 <http://pubs.iied.org/pdfs/G01221.pdf>
- GCARD, 2010, REGIONAL REVIEW OF AFRICA'S AGRICULTURAL RESEARCH AND DEVELOPMENT.
- GRAIN: https://www.grain.org/fr/bulletin_board/entries/4216-les-varietes-ameliorees-ne-sont-pas-toujours-les-meilleures
- Cinquième Rapport National sur la mise en œuvre de la Convention sur la Diversité Biologique, 2014: <https://www.cbd.int/doc/world/ml/ml-nr-05-fr.pdf>
- Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, Conseil des droits de l'homme, Seizième session 2010: http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf

- OXFAM, 2014, *Scaling-up agroecological approaches: what, why and how?*
- Friends of the Earth :
https://www.foeeurope.org/sites/default/files/news/foee_agroecology_local_economies_280314.pdf
http://webivadownton.s3.amazonaws.com/877/05/5/8492/2/FOE_Farming_for_the_Future_Final.pdf
- Déclaration de Nyéléni, 2007 : <https://nyeleni.org/spip.php?article286>
- Terre et Humanisme : <http://terre-humanisme.org/wp-content/uploads/2016/07/RA2015web-2.pdf>
- Terre et Humanisme, Compte rendu des rencontres de l'Agroécologie : http://terre-humanisme.org/wp-content/uploads/2016/07/compte_rendu_des_rencontres_de_l_agroecologie.pdf
- ASTI: <https://www.asti.cgiar.org/>: Agricultural Science and technology Indicators, outil statistique de l'IFPRI.
- Regional Review of Africa'S Agricultural Research and Development, 2010 :
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/rome2007/docs/Regional_Review_of_Africa_Agricultural_Research_and_Development.pdf
- Livret Vert de la Convergence, 2015 :
http://caravaneterreeau.info/IMG/pdf/convergence_globale_des_luites_pour_la_terre_et_l_eau_mise_en_page_1.pdf
- GRAIN, 2014: Comment la Fondation Gates dépense-t-elle son argent pour nourrir le monde ? :
<https://www.grain.org/fr/article/entries/5076-comment-la-fondation-gates-depense-t-elle-son-argent-pour-nourrir-le-monde>
- Brac de la Perrière, R.A., 2015. Semences paysannes, plantes de demain. Editions Charles Léopold Meyer, Paris.

Rapport rédigé en partenariat avec la FAO dans le cadre du projet de *“Renforcement des capacités et sensibilisation aux méthodes et approches de l’agriculture intégrée ainsi qu’aux politiques publiques pour l’agroécologie au Mali”*

ETUDE LES CONTRIBUTIONS NECESSAIRES DE LA RECHERCHE AGRICOLE POUR L'AGROECOLOGIE EN AFRIQUE DE L'OUEST

